

10 Semaines de grève à la SNECMA

COMITÉ DE GREVE
SNECMA VILLAROCHE

Dossier
ROUGE

N° 26 10 F
3^e trimestre 1988





SOMMAIRE

10 semaines de grève à la SNECMA	p. 3
De quoi redonner le goût de l'offensive à la classe ouvrière	
1500 F. Parce que c'est un dû !	p. 6
L'organisation du contrôle de la grève par les travailleurs	p. 8
Une tactique pour tenter de briser le blocage des salaires	p. 10
Des perspectives pour agir demain	p. 13
Résolution du Comité central de la LCR	p. 15

Du 24 au 30 mars. Des centaines de jeunes mensuels entrent dans la grève à Villaroche. Les AG comptent plus de 2000 participants. La grève est majoritaire sur le centre.

31 mars. 3000 grévistes défilent jusqu'au Ministère des finances sur proposition de la CGT. La coordination apparaît pour la première fois regroupant 1/3 du cortège.

1er avril. La première coordination élargie se tient regroupant 150 travailleurs CGTistes de Villaroche, des CFDTistes des trois centres et la CGT de Sochata. La coordination décide d'organiser une manifestation dans les ateliers d'Air-France.

5 avril. Deuxième vote à bulletin secret à Corbeil organisé par la CGT. Cette fois «les autres formes d'action» sont majoritaires. Forte minorité tout de même pour les 24 heures et la direction de la CGT ne pourra pas s'appuyer sur le résultat du vote pour appeler ouvertement à cesser la grève de 24 heures.

6 avril. Décalée d'un jour à cause des manœuvres de la CGT, 1500 grévistes manifestent à la Direction du matériel d'Air-France. Un débrayage appelé par les syndicats de la DM attend. Plus de mille travailleurs du centre sont entraînés dans une manifestation qui parcourt les ateliers et envahit l'aérogare d'Orly malgré les CRS. Un service d'ordre est constitué à Villaroche, c'est lui qui pilotera la manifestation.

7 avril. La grève est votée à Air-France, l'opposition de la CGT empêchera son développement. Manifestation des SNECMA vers la Direction générale, de 2500 grévistes. La seconde négociation avec la Direction fait passer l'enveloppe de 3,5 % d'augmentation en masse à 3,8 %.

12 avril. Sur proposition de la coordination 800 grévistes pénètrent à Dassault St. Cloud.

13 avril. 3500 grévistes manifestent au GIFAS (Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales, le patronat de l'aéronautique) sur proposition de la CGT. Présentée comme une mobilisation de toute l'aéronautique, seuls 30 délégués SNIAS et Dassault sont présents !

La coordination regroupe presque

la moitié du cortège.

19 avril. Retour à Orly pour une AG commune Air-France/Air-Inter qui doit tenter de lancer la grève. La CGT appelle en même temps à une nouvelle manifestation à la DG. La coordination combine les deux initiatives. Succès des deux manifestations.

Air-France fera grève une journée. Grève arrêtée par la CGT. Air-Inter partira pour une semaine sans la CGT dès le deuxième jour.

20 avril. 200 grévistes vont devant Citroën-Aulnay sans pouvoir entrer.

21 avril. Sur proposition CFDT, 400 grévistes manifestent à Air-équipement à Gennevilliers.

26 avril. La direction est déboutée de sa demande de levée des piquets à Gennevilliers. La direction assigne 48 élus de Villaroche et un membre du comité de grève au tribunal des référés de Melun. Manifestation de 1500 travailleurs pour l'essentiel de Villaroche devant le tribunal de Melun.

27 avril. Malgré une violente campagne de la CGT, 300 grévistes entrent dans Citroën-Aulnay avec en face 1000 cadres mobilisés et 150 policiers.

28 avril. Manifestation à Gennevilliers à l'initiative de la CGT. Mais la Coordination y appelle aussi pour maintenir l'unité contrairement à ce que la CGT a fait la veille. Ensuite 50 travailleurs de Villaroche déposent des motions auprès des permanences des candidats au deuxième tour des présidentielles.

1er mai. La Coordination appelle à manifester à Paris et fait le lien entre la manifestation de la CGT et celle de la CFDT, en même temps que la manifestation des syndicalistes unitaires.

3 mai. Manifestation à Thomson-Malakoff après des contacts avec la section CFDT. 250 grévistes pénètrent dans l'entreprise et discutent avec les travailleurs devant le restaurant.

4 mai. Proposition de la CGT de manifestation à la DG. Des groupes de militants CGT ont envahi le siège dès 7h.

5 mai. 100 grévistes entrent à la CIT-Alcatel Levallois et défilent dans les ateliers.

10 mai. Depuis 5 jours la coordination mène campagne pour une manifestation interprofessionnelle de tous

ceux qui se mobilisent sur les salaires. Des militants de la coordination proposent d'aller à l'Élysée voir Mitterrand. C'est ce qui sera retenu. A Corbeil, malgré un vote favorable de l'AG, la CGT maintient son initiative d'aller à la DG une nouvelle fois.

La confédération envoie un télex à tous les syndicats pour dénoncer l'initiative. La manifestation regroupera 1500 personnes dont 300 d'autres entreprises pour affirmer leur solidarité de lutte contre le blocage des salaires.

Après cette manifestation, la coordination appelle à rejoindre l'initiative de la CGT qui se tient devant le siège. Avec quelques centaines de grévistes. La DG propose toujours ses 3,8 % en masse, mais 1400 F. de prime plus 1500 F. d'intéressement. Refus des AG le lendemain.

11 mai. A Corbeil, la direction fait convoquer une AG : plus de 3500 participants, seuls trente voteront la reprise du travail.

19 mai. Nouvelle manifestation interprofessionnelle.

2500 travailleurs dont 500 venus d'autres entreprises. Cette fois vu la façon dont elle avait été minorisée, la CGT appelle, mais de fait uniquement sur les SNECMA. Gennevilliers et Corbeil arrêteront les grèves de 24 heures le lendemain.

20 mai. La direction de Villaroche montre une provocation pour piéger des membres du comité de grève : 7 menaces de licenciement. A Villaroche, restent 600 grévistes partiels et 50 en 24 heures.

24 mai. L'échange se fait entre la levée des sanctions et la levée des piquets. Une AG est convoquée par la direction et les cadres, échoue dans sa tentative de faire voter la reprise du travail.

25 mai. Les débrayages continuent à Gennevilliers et Corbeil. AG de 250 à 300 participants.

A Villaroche reconduction du mouvement et manifestation de plus de 600 sur le centre qui gagne encore quelques grévistes sur son parcours.

5 juin. L'AG de Villaroche décide pour la première fois depuis le 21 mars de ne pas reconduire l'AG pour le lendemain !



1500 F. Parce que c'est ce qui est dû !

Ce qui ressortait de l'enquête sur les salaires organisée par les syndicats CGT c'est une perte allant de 1000 F. à 1500 F. mensuels depuis 1982.

La revendication de 1500 F. uniforme a jailli des assemblées générales de Gennevilliers, puis été votée dans toutes les SNECMA au fur et à mesure de leur entrée dans le mouvement.

C'est une revendication qui traduit bien le désir de milliers de travailleurs de se battre pour un objectif qui en vaut vraiment le coup. Et la combativité affichée sera à la hauteur de l'enjeu.

C'est aussi une revendication qui indique, après la lutte des Chausson, pour 1000 F. d'augmentation uniforme, que les travailleurs veulent tout ce qui leur est dû. Ils ne s'accommodent plus de la propagande patronale sur les soit-disants difficultés des entreprises. Celles-ci font d'énormes profits et ils veulent toute leur part.

La forme de cette revendication est aussi très claire : elle permet à chacun de gagner le même avantage donc un puissant facteur d'unification des travailleurs. C'est en très grande partie à cause de ce caractère unitaire que toutes les manoeuvres de division dans le cours de la grève se heurteront au mur d'unité que cimente la revendication.

Là encore les prétentions patronales sont mises en échec.

On est loin, avec une revendication uniforme, des plaidoyers patronaux pour le mérite individuel, pour la glorification des jeunes loups qui se détachent de la masse. Les systèmes hiérarchisés qui introduisent la division dans les rangs ouvriers sont battus en brèche pour souder autour du même objectif l'ensemble du personnel.

C'est pour toutes ces raisons qu'elle a eu tendance à être reprise dans d'autres entreprises en lutte comme à Air-France, Air-Inter, Michelin.

Elle correspond aux aspirations des travailleurs à s'unir pour augmenter leur pouvoir d'achat ainsi qu'à ne plus accepter le blocage des salaires.

Une revendication élevée et uniforme pour tous, tel les 1500 F. de la SNECMA, voilà l'objectif revendicatif qui ressort des derniers conflits et qui pousse les travailleurs en avant.

Rien de démagogique dans cette revendication : le SMIC à 6000 F. ne fait pas discussion dans le mouvement ouvrier. Or, 1500 F. c'est un peu moins de la somme qu'il faudrait ajouter au SMIC actuel pour le porter à 6000 F.

C'est donc un bon calcul de la perte de pouvoir d'achat subie par tous depuis 1982, date sur laquelle s'accordent tous les travailleurs qui veulent chiffrer une revendication en partant d'une date pour évaluer les pertes.

La politique de blocage des salaires était bel et bien remise en cause à la SNECMA et le patronat ainsi que les gouvernements de droite et de gauche qui se sont succédés pendant le conflit ne s'y sont pas trompés qui ont maintenu ferme le front du refus en union parfaite avec les désirs du CNPF.

Toutes les luttes qui ont suivi, confirment que pour une large partie de la classe ouvrière de France, c'est bel et bien le blocage des salaires qu'il s'agit aujourd'hui d'abattre.

Pour 1500 F., la grève, pas de simples débrayages !

Pour gagner le plus vite possible, le problème est de bien bloquer efficacement la production. Pour cela, il suffit d'arrêter le travail en masse ! Et plus rien ne sort des entreprises. C'est la proposition qu'a défendue la Coordination des grévistes inter-SNECMA.

Cela présente aussi l'avantage de libérer les travailleurs à plein temps afin qu'ils puissent se consacrer aux tâches d'animation de leur lutte.

Il faut d'ailleurs souligner la participation très importante à cette animation de ceux qui ont fait les 24 heures. Pour que les travailleurs prennent réellement leurs affaires en main, il faut leur laisser le temps de discuter, de se forger une opinion sur les actions à mettre en oeuvre pour faire avancer le mouvement. Dans des épreuves de force de cette ampleur, dans des entreprises de cette taille, cela paraît indispensable à cette étape de la remobilisation des travailleurs.

A Corbeil et Villaroche, les dirigeants de la CGT ont tenté depuis le début du conflit de s'opposer à cette forme de grève. A Gennevilliers ce ne fut pas vraiment le cas : la grève a démarré justement en opposition aux débrayages tournants que proposait la CGT comme elle le fait un peu partout en France.

Leurs arguments dans les deux centres contre la grève de 24 heures étaient qu'il fallait économiser les forces des travailleurs. Le bilan démontre très facilement que ce ne sont pas les grèves de 24 heures qui affaiblissent les forces des travailleurs : ceux-ci, en particulier à Gennevilliers, ont tenu dix semaines, ce qui n'est pas courant en France. Cependant le problème du blocage de la production est apparu sous une autre forme aux yeux des travailleurs. Que ce soit à Gennevilliers ou à Villaroche, la CGT d'abord, puis toutes les composantes ont appuyé une idée très populaire parmi les travailleurs : bloquer les portes de l'entreprise afin qu'aucun matériel ne rentre ni ne sorte tout en laissant le libre accès à tout le personnel.

Ce blocage présentait l'avantage de paralyser le fonctionnement des entreprises touchées : la quasi totalité du personnel non-gréviste était condamné à l'inactivité. Même le papier pour les photocopieuses manquait au bout de quelques semaines !

Il a aussi permis de jeter les bases d'une forme d'occupation de l'entreprise, sans s'affronter aux non-grévistes, mais en organisant à l'intérieur toutes les activités que souhaitaient les grévistes.

Ainsi à Gennevilliers et Villaroche, coexistaient deux pouvoirs dans l'entreprise : celui des grévistes et celui de la direction paralysée pendant deux mois.

Mais il a aussi présenté l'inconvénient de maintenir dans l'entreprise, pour la garde des portes, toute une partie des travailleurs combattifs qui auraient pu participer plus pleinement à la tâche décisive de la grève : la mobilisation en direction des autres

entreprises pour étendre le mouvement.

La direction de la CGT l'a si bien compris que souvent, pour s'opposer à telle ou telle initiative de la coordination, elle prenait prétexte que cela allait dégarnir les portes.

A Corbeil, la seule fois où la direction de la CGT a proposé de bloquer les portes, c'était comme par hasard au moment où la coordination avait proposé de visiter une entreprise.

La grève de 24 heures, dans une certaine mesure le blocage des portes, tels sont les critères qui permettent de souligner l'ampleur de la combativité des travailleurs de la SNECMA.

La forme même de la lutte correspondait à la nécessité de frapper vite et fort pour gagner une revendication élevée : 1500 F. uniformes.

Ouvrir une brèche dans le blocage des salaires supposait cependant de mettre en oeuvre une politique encore plus offensive.





L'organisation du contrôle de leur grève par les travailleurs

La base de la grève sur les trois centres a été l'assemblée générale quotidienne des grévistes. C'est l'élément principal qui permettait à tous les travailleurs de mesurer leur force jour après jour, d'écouter les propositions et de décider ensemble, en s'appuyant sur ce qui faisait leur force : leur nombre.

Ces AG ont permis en bonne partie à Gennevilliers et Corbeil, complètement à Villaroche, de casser le monopole des syndicats à faire des propositions et à organiser seuls l'action. A Villaroche, chaque travailleur pouvait expliquer ce qu'il ressentait et proposer ce qu'il jugeait bon.

Ce sont ces AG qui ont pesé pour garder le cap dans le mouvement contre toutes les tentatives, de rabaisser la revendication de faire des concessions injustifiées ou de diviser.

Mais toutes les composantes du mouvement n'appréciaient pas forcément le rôle des AG.

La direction de la CGT en particulier s'est fermement opposée à leur rôle d'instance suprême de décision.

A Corbeil, elle est allée jusqu'à organiser deux votes à bulletins secrets ce qui souligne sa volonté de casser la force principale des travailleurs : le débat et l'action de masse, et non chacun dans son coin. Partout elle a mené campagne pour tenter de donner un rôle plus important aux réunions de secteur qu'aux assemblées générales de centre. La même politique apparaît là sous une autre forme : casser la cohésion qui s'était mise en place avec l'AG de tous les grévistes ensemble, et envoyer les travailleurs à l'horizon borné de leur atelier ou bureau.

La détermination des grévistes et l'action des militants révolutionnaires a conservé la cohésion du mouvement contre cette attitude constante de la direction CGT.

Jusqu'au bout, malgré les polémiques, parfois très dures, dans les AG, les travailleurs réunis se sentaient conscients de leurs responsabilités.

Leur réaction à ces polémiques n'a pas été de se désintéresser des enjeux du débat pour se contenter de réclamer l'unité. Au contraire. Conscients de la légitimité de ces AG et de la nécessité pour toutes les composantes de respecter les décisions essentielles, les travailleurs se sont mêlés au débat et ont pris position dans un sens ou dans un autre.

C'est parce qu'en général, les travailleurs manifestent de plus en plus souvent la volonté de contrôler leurs luttes (c'est manifeste depuis la grande grève des cheminots) que la proposition des militants révolutionnaires de constituer un comité de grève a été approuvée par tous à Villaroche et par une large partie à Corbeil.

Composé de syndiqués et de non-syndiqués, de représentants des organisations syndicales, son rôle d'animation et d'exécutif à part entière de l'AG est indispensable.

Dans les centres où ils ont existé, ils ont servi de garant de l'application de ce que voulaient les assemblées générales ou que voulait la fraction la plus décidée des travailleurs. Ce sont eux qui ont mis en oeuvre les actions qui ont permis de tirer le mouvement en avant.

Pour des centaines de salariés, le comité de grève et, en particulier celui de Villaroche, est apparu comme l'outil pour appliquer les décisions des grévistes quand à l'orientation du conflit, et pour organiser toute une série de tâches pratiques de la grève.

C'est par ce canal que les travailleurs du rang, syndiqués ou non, ont pu prendre part concrètement à la direction du conflit.

Cependant, dans chacune des entreprises, les choses se sont passées différemment. Autant les comités de grève de Corbeil et Villaroche, ainsi que la coordination, ont imprimé son caractère à la grève, autant leur développement et leur rayonnement n'a pas été le même partout.

A Gennevilliers, la CGT a menacé de se retirer de la grève si un comité de grève était élu. Les travailleurs ont cédé au chantage et demandé aux partisans du comité de grève de renoncer à le proposer. Il n'y a donc pas eu de comité de grève à Gennevilliers mais une intersyndicale élargie à des non-syndiqués chargée d'animer le conflit. Même à ce niveau la CGT a le plus souvent refusé d'accepter ce cadre. Elle a même été jusqu'à refuser les moyens techniques du Comité d'entreprise pour réaliser les propositions avec lesquelles elle était en désaccord ! Cette intersyndicale élargie montre cependant

la volonté d'intervenir des travailleurs, et elle a permis au mouvement d'être extrêmement fort.

A Corbeil, les dirigeants syndicaux se sont toujours opposés à ce qu'existent de réelles AG démocratiques : seuls pouvaient causer les dirigeants des syndicats, puis un porte-parole du Comité de grève. Par exemple, lorsque les dirigeants de la CGT remirent en cause la validité d'un vote de l'assemblée générale sur la manifestation «Bourse-Elysée» du 10 mai, des travailleurs en colère prirent la tribune : les dirigeants de la CGT quittèrent alors ostensiblement l'AG.

Malgré deux votes en AG, il est vrai ne regroupant pas la majorité des grévistes, les dirigeants syndicaux ont toujours refusé d'être dans le comité de grève en tant que tels, même si à partir de la deuxième semaine, certains dirigeants CFDT ont accepté d'assister à ses réunions.

De ce fait, le comité de grève était plus un comité de mobilisation, un comité de lutte, qu'un réel comité de grève, comme à Villaroche.

Il a cependant réussi à organiser environ un tiers des travailleurs, et à rester la force motrice du mouvement dans l'entreprise. car il représentait la fraction la plus décidée des travailleurs, en particulier en organisant ceux qui faisaient 24 heures de grève.

Dans les dernières semaines du

conflit, les travailleurs lui ont donné la majorité dans les votes d'AG parce que les propositions de la coordination concernant les manifestations inter-professionnelles étaient unitaires et les seules à faire vraiment avancer le mouvement. Enfin, notons que le comité de grève est à l'origine du seul organisme unitaire de la grève à Corbeil : la commission «solidarité financière». Et encore après la fin de la grève, ce sont les représentants de l'ex-comité de grève dans cette commission sur qui repose le travail !

Le comité de grève de Villaroche fut élu par l'AG après que quelques 40 travailleurs se soient portés volontaires pour y participer. Devant ce succès, les dirigeants syndicaux demandèrent à en faire partie.

Ce comité de grève a acquis sa légitimité dans les premiers jours du conflit en donnant la parole à chaque travailleur qui le voulait, attirant par cette attitude démocratique des centaines de jeunes mensuels qui donneront aussi son tonus à la grève de Villaroche. En même temps, il a pris en charge l'ensemble des tâches techniques d'organisation de la grève, depuis les rotations aux piquets de porte jusqu'à l'organisation avec le CE des repas pour les grévistes.

Pendant toute la durée du conflit, il est resté le seul véritable exécutif de la grève.

Il a été jusqu'à prendre la décision de constituer un service d'ordre afin de disposer d'une force sûre pour piloter les manifestations dans les rues de Paris, et lors du défilé dans les ateliers de Citroën ou d'Air France. Il a aussi fait prendre position à l'AG pour tenter de faire avancer les négociations tout en bloquant les tentatives des dirigeants syndicaux de détourner la revendication et de négocier sur autre chose que ce que voulaient les travailleurs.

Il a donc réalisé concrètement deux choses : mener une tactique claire pour faire avancer la grève et donc ne pas se contenter de représenter le mouvement tel qu'il était, mais aussi l'unité du mouvement en organisant un cadre où pouvaient se dérouler des actions différentes à la condition qu'elles n'aillent pas contre les intérêts du mouvement. C'est lui qui a été à chaque occasion le garant de l'unité générale du mouvement par delà les différences.

A la fin du conflit, il a organisé la distribution des fonds collectés pour la solidarité aux grévistes.

Ce comité de grève a laissé dans la tête de centaines de travailleurs une image d'efficacité et de démocratie même si la grève n'a pas été victorieuse. Une nouvelle voie de lutte est ainsi ouverte qui pourra être reprise pour les conflits futurs.

Une coordination pour organiser la lutte sur le trust

Pour prolonger l'outil démocratique et de lutte que constituent les comités de grève dans les entreprises, une coordination s'est mise en place.

Proposée et votée au cours d'un rassemblement des trois centres à Gennevilliers avant d'aller à Hispano, elle a en particulier été votée par l'AG de Villaroche.

Cette coordination tenait des réunions ouvertes les semaines qui ont regroupé jusqu'à 150 travailleurs. Elle comportait des syndiqués et des non-syndiqués représentants des comités de grève existants, des dirigeants de la CFDT Gennevilliers, ainsi que de Corbeil et Villaroche à titre d'observateurs, des militants de la CGT de la Sochata, d'Hispano, de Villaroche.

Cette «transparence» a permis d'associer aux débats d'orientation les travailleurs les plus décidés et dont les exigences de discussions politiques approfondies augmentaient au cours du conflit. Il est évident qu'un conflit de cette ampleur, de cette durée, coordonné sur trois usines et placé, bien que tardivement, sous les projecteurs

de l'actualité, est confronté à des problèmes politiques multiples. Notamment lorsqu'il s'agit de prendre des décisions d'action, d'évaluer l'exact rapport des forces, l'état d'esprit des grévistes, la position des syndicats, de la direction générale. En assemblée générale, devant la masse des grévistes, il n'est pas toujours possible d'avoir de longues discussions. Souvent les travailleurs exigent vite des propositions claires et se méfient un peu des longs débats. La coordination publique a donc permis de faire partager les discussions sur les problèmes rencontrés par un maximum de travailleurs volontaires.

Il a peut être manqué à cette coordination l'élection de délégués mandatés plus clairement sur des choix au moins discutés en comités de grève.

Cependant, par sa tenue, comme par ses propositions, elle s'est avérée être l'élément seul capable de donner une place aux non-syndiqués dans la direction du conflit, mais aussi de débattre de toutes les propositions en présence, y compris celles des syndicats.

La coordination a beaucoup servi pour unifier le niveau d'information des travailleurs sur ce qui se passait dans les autres centres. Cela a permis à plusieurs occasions de dévoiler les falsifications des dirigeants de la CGT. C'est ainsi que grâce à l'organisation de la coordination, les grévistes de Villaroche ont pu démentir auprès de ceux de Villaroche l'information donnée par la CGT à Corbeil prétendant que ceux de Villaroche étaient contre aller à Orly



Une tactique pour tenter de briser le blocage des salaires

La coordination a été le lieu privilégié d'élaboration de la tactique à mettre en oeuvre pour gagner.

Elle a inlassablement souligné aux yeux des travailleurs de la SNECMA, pour finalement les convaincre, que l'obstacle rencontré sur le chemin des 1500 Frs., ce n'était pas seulement la direction de la SNECMA mais aussi le blocage des salaires, et donc le patronat et le gouvernement.

Se saisissant d'une lettre du PDG Capillon disant que la SNECMA ne pouvait pas se singulariser en matière de salaire, elle illustre ce problème fondamental de la grève et montrait où se situaient les véritables enjeux.

C'est pour répondre à la hauteur voulue que la coordination proposait d'aller manifester dans d'autres entreprises pour expliquer directement à d'autres travailleurs le sens de la grève et les encourager à entrer en lutte à leur tour pour les salaires.

C'est ainsi qu'à tout d'abord été retenue l'idée d'aller à Orly voir les travailleurs des ateliers d'Air France. Cette manifestation auprès des travailleurs qui ont des liens avec la SNECMA au travers du travail effectué, a permis deux choses :

- d'une part de faire vérifier à ceux de la SNECMA que les autres travailleurs aussi étaient sensibles à la question des salaires;

- d'autre part, ceux d'Air France ayant débrayé d'abord, pour les accueillir, puis à nouveau quelques jours après pour les 1500 Frs., les travailleurs de la SNECMA ont vu que ces actions étaient payantes. Plus payantes que toutes les autres parce qu'elles laissaient planer la menace de l'extension du conflit.

Menacer de mettre en cause les profits de patrons du privé, tel était le sens de la démarche.

Entendre ou faire craindre au patronat et au gouvernement l'extension de la grève à d'autres entreprises, c'était le moyen adéquat pour constituer le rapport de forces nécessaire face au front patronal et gouvernemental. La portée de la revendication, contre le blocage des salaires, la nature de la grève ne laissait aucun doute : la politique du patronat serait de tenter de battre les travailleurs entreprise par entreprise.

C'est pour cette raison que la coordination a proposé au fil des jours de se rendre dans plusieurs entreprises, y compris en luttant contre les réactions corporatistes qui existent parmi les travailleurs, en proposant et en organisant effectivement un défilé dans les ateliers de Citroën à Aulnay.

Il fallait démontrer que les travailleurs de la SNECMA ne désarmeraient pas et qu'ils pouvaient être l'étincelle qui mettrait le feu au mécontentement et ainsi faire perdre à ces messieurs les patrons une bonne part de leurs profits. En pleine période électorale, braver les méthodes musclées de Citroën, montrer à ses salariés que l'on pouvait les mettre en échec et entrer tout de même dans les ateliers malgré la mobilisation des cadres et de la CSL, c'était un bon calcul pour tenter d'entraîner à l'action ceux de chez Citroën et souligner la détermination des grévistes de la SNECMA.

Les visites chez Dassault, Bronzavia-Air-Equipement, Thomson Malakoff, CIT-Alcatel Levallois, allaient dans le même sens de façon à maintenir la pression.

Partout où les SNECMA sont passés, le climat a changé dans les entreprises visitées. Les travailleurs recommencent à discuter salaires, à relever la tête face au bourrage de crâne du patronat quant aux soit-disant «contraintes de la crise». Là où des militants combattifs existent, ils ont pu un temps, forcer les préjugés et la routine des dirigeants dans certaines sections syndicales. Cependant, il faut bien noter que dans toutes ces entreprises, une fois la surprise passée les dirigeants

de la CGT ont partout pesé contre l'enclenchement de conflits. Le cas le plus typique étant le communiqué rédigé par quelques dirigeants de la CGT D'Aulnay avec les permanents fédéraux et à usage externe à l'entreprise, dénonçant l'entrée des travailleurs de la SNECMA dans les ateliers !

C'est donc une tactique originale qui s'est mise en place où ce sont les travailleurs eux-mêmes qui vont par centaines voir d'autres travailleurs à leur poste de travail, pour les informer de leur mouvement, tenter de les convaincre de se mobiliser aussi, pour constituer le rapport de forces qui empêchera que chacun soit battu dans son coin.

La coordination a poursuivi dans ce sens en proposant une manifestation à laquelle appelleraient aussi les confédérations syndicales et regroupant tous les travailleurs sensibilisés par la question des salaires. Il s'agissait de montrer que la question des salaires était désormais ouverte dans le pays dans nombre d'entreprises en s'appuyant sur la plaie ouverte au flanc du patronat que constituait la grève combative de ceux de la SNECMA. En même temps, en faisant aboutir cette manifestation devant l'Elysée juste au lendemain de l'élection présidentielle, il s'agissait de poser symboliquement la responsabilité du pouvoir politique.

Les dirigeants syndicaux, alors qu'ils avaient disposé de presque deux mois de conflit à la SNECMA pour informer et mobiliser, ont expliqué que l'on ne pouvait mobiliser en appuyant simplement sur un bouton !

Ils ont donc refusé d'appeler à ces manifestations.

Dans les entreprises, les dirigeants syndicaux ont refusé d'utiliser leur poids dans leurs confédérations pour militer dans le même sens que la coordination, tournant ainsi le dos à la seule politique efficace pour gagner. Certes, ils ont proposé des manifestations de rue des SNECMA. La publicité pour le mouvement, la démonstration de sa force, c'était utile, mais cela ne pouvait suffire pour répondre à la hauteur de l'enjeu. Et ce d'autant plus que ces manifestations étaient le plus souvent utilisées pour tenter d'empêcher la mise en oeuvre des initiatives de la coordination.

Il fallait que le plus grand nombre possible de patrons se sentent menacés dans leurs profits pour que le blocage des salaires puisse être ébranlé, y compris à la SNECMA.

Il est vrai que les dirigeants de la CFDT sont allés jusqu'à proposer d'aller à Air-Equipement. Cependant ils n'ont pas voulu ou pas osé utiliser leur crédit pour bousculer la bureaucratie fédérale et confédérale et s'adresser à leur collègues des entreprises pour les mobiliser dans le sens de l'extension des conflits.

Les dirigeants de la CGT ont toujours tiré en arrière dans ce conflit. C'est la base qui les a forcés à aller à Corbeil. Ils étaient pour limiter l'extension à la SNECMA quand la coordination proposait d'étendre aux filiales comme Hispano. Ils étaient pour rester dans le trust lorsqu'il fallait aller à Citroën, et contre «refaire mai 68» lorsque la coordination proposait

après Citroën d'aller à Thomson et la CIT-Alcatel.

Le communiqué confédéral dénonçant la manifestation de la Bourse à l'Elysée comme une provocation contre la lutte des salariés de la SNECMA souligne combien la confédération CGT a milité pour laisser le conflit isolé.

Concrètement cette politique se justifiait pas à pas par l'entêtement de la direction générale dans les négociations. La solidarité fonctionnait à plein du côté patronal et gouvernemental pour aider la SNECMA à tenir bon. C'est pour cela que l'alternative était claire : soit reculer, soit frapper plus fort.

Les propositions de manifestations des dirigeants syndicaux étaient destinées à donner l'impression qu'ils répondaient à la hauteur du conflit. Ils ont été, en ce qui concerne la CGT, jusqu'à vouloir occuper le siège, faisant croire que les choses décisives se jouaient à ce niveau.

Mais en même temps la tentation de la retraite était aussi très forte : tentative de négocier sur les qualifications au lieu des 1500 F. pour la CGT, tentative de laisser sortir des moteurs bloqués, «pour faire un geste» en ce qui concerne la CFDT.

Tout cela ne pouvait que démobiliser les travailleurs et les détourner des vrais enjeux.

Il s'agissait donc pour la coordination de maintenir la seule politique qui pouvait présenter une chance de victoire et de maintenir l'unité globale du mouvement malgré l'ampleur des divergences.

Une tactique pour maintenir l'unité du mouvement malgré les divergences

Malgré la mise en oeuvre d'actions divisant les forces du mouvement, en particulier de la part de la direction de la CGT, malgré des initiatives pour tirer le mouvement en avant qui ne regroupaient que la minorité combative des travailleurs, les militants de la coordination ont su jusqu'au bout s'appuyer et donner toute sa force à l'aspiration à l'unité globale du mouvement pour maintenir le cadre général.

Pour ce faire, ils ont mis en oeuvre une tactique que les militants révolutionnaires appellent le Front unique.

Les partisans de la coordination ont su convaincre, par exemple, que les AG de secteurs ne pouvaient pas remplacer l'unité que créaient les AG de centre. La revendication en elle-même impliquait que le maximum de travailleurs aient un cadre commun d'action. Malgré la tenue de ces AG partielles, la légitimité pour toutes les

actions est toujours restée à l'AG de centre. Même lorsque la majorité des travailleurs a arrêté les grèves de 24 heures, cela s'est traduit par une discussion et un vote sur la continuité «du mouvement» et non plus des 24 heures, mais dans l'assemblée générale de centre pour ce qui concerne Gennevilliers et Villaroche.

Malgré les pressions de nombreux travailleurs de Villaroche, en particulier au début du conflit, les militants de

la coordination ont toujours insisté pour que les dirigeants syndicaux viennent aux AG de centre et expliquent leurs propositions afin que les travailleurs se déterminent.

La coordination a appelé à toutes les initiatives proposées par les syndicats, à la condition qu'elles n'aillent pas contre le mouvement et même si ces initiatives n'apportaient rien de plus à la grève.

Par contre, elle a mené la lutte pour

que les AG demandent aux dirigeants syndicaux et d'entrer dans le comité de grève à Corbeil, et de participer à la coordination, aux initiatives de celle-ci afin de leur donner à toutes l'efficacité maximum.

C'est pour cette raison que la coordination a parfois appelé à tenir deux manifestations dans la même journée !

Ceci permettait de tenir les initiatives de la coordination qui tiraient le

mouvement en avant et de rallier les initiatives pour maintenir malgré tout le cadre unitaire de la grève.

C'est avec cette attitude que le mouvement dans son ensemble a pu gagner en force en apparaissant globalement uni, mais en prenant une orientation globale : celle de l'affrontement résolu au blocage des salaires, qui était bien précise et imprimée par la fraction la plus combative des travailleurs.



En pleine période électorale, ne fallait-il pas poser le problème de la responsabilité du pouvoir politique ?

Une partie des membres de la coordination a posé le problème des rapports avec le pouvoir politique.

Mitterrand, vainqueur des élections, prétendait s'appuyer sur les salariés et vouloir combattre «l'injustice». Et c'est vrai que nombre de travailleurs lui ont donné leur voix en espérant que sa victoire constituerait un rempart contre le pire que représentait Chirac.

Il fallait donc s'appuyer sur le mouvement des masses mobilisées pour le confronter à l' élu afin d'en exiger des comptes sur la revendication.

C'était plus particulièrement le but de la manifestation du 10 mai qui s'est symboliquement rendu à l'Elysée afin d'envoyer en même temps une délégation exiger de Mitterrand qu'il mette

les actes en accord avec le discours.

Tous ont noté le mépris avec lequel l' élu socialiste a fait recevoir la délégation des travailleurs de la SNECMA en grève : une petite entrée furtive à la conciergerie et puis le chemin de la porte. Un point c'est tout.

Pour les militants révolutionnaires et en particulier pour ceux qui avaient proposé cette initiative ce ne fut pas une surprise, y compris que la presse fasse le black-out total sur cette initiative qui marquait pourtant le fait que l'état de grâce ne jouerait pas comme en 1981. En effet, toute la politique des dirigeants socialistes consiste à utiliser leur crédit auprès des salariés pour leur faire avaler plus facilement les exigences patronales.

La réaction des travailleurs n'a été ni un découragement, ni une augmentation de leur colère les incitant à insister avec plus de vigueur dans cette voie.

Les discussions avec les participants à la manifestation et avec les travailleurs qui s'étaient intéressés à cette initiative indiquent que leur geste politique était surtout un geste contre Chirac. Les illusions dans les dirigeants socialistes apparaissent finalement assez faibles, tout autant à ce moment que le désir de poser le problème du pouvoir politique afin qu'il agisse dans leur sens et ce, par des moyens autres que le bulletin de vote mais en s'appuyant sur les moyens efficaces de lutte des travailleurs que ce soit la grève ou les manifestations.

Résolution du Comité central de la LCR sur la SNECMA et les luttes sociales



1. Les grèves de la SNECMA, de Michelin, les mobilisations partielles dans une série de secteurs du privé ou public, confirment une montée du mécontentement social et des luttes, en particulier sur la question salariales.

2. Les grèves comme ces mobilisations partielles, traduisent après le krach boursier et en réaction au redressement des profits et bénéfices d'une série d'entreprises, le sentiment de millions de travailleurs qui remettent en cause le blocage des salaires décidé en 1982. Ce mécontentement se traduit par le refus des travailleurs de la baisse du pouvoir d'achat, des augmentations individuelles au détriment des augmentations collectives. Ce sentiment marque les limites atteintes par les techniques salariales du CNPF (GVT positif, effet report, comparaison de masse salariale à effectif constant...).

De plus, comme à Michelin, ce mécontentement se couple à un refus de rappels hiérarchiques, produit de la politique des gains de productivité à travers les « dégraissages » d'effectifs et les mutations technologiques. Les salariés du rang n'acceptent plus d'être les exclus de la répartition des gains de productivité, cela explique aussi la combativité actuelle.

Conjugué aux résultats des élections, ces éléments peuvent déboucher sur une conjoncture favorisant le développement de luttes sociales. Cette lutte peut s'étendre dans le privé comme dans la Fonction publique. Une victoire ou des victoires partielles serait un encouragement à toutes les luttes et améliorerait le rapport de forces d'ensemble.

3. Cela met à l'ordre du jour la bataille autour des revendications ou de plate-forme qui chiffrent les rattrapages des pertes de pouvoir d'achat, qui définissent des revendications d'augmentation uniforme. C'est le sens des 1500 F. de la SNECMA. Dans les cas

où le contenu des revendications sert de prétexte pour la division syndicale, nous veillons à impulser les formes les plus larges de démocratie ouvrière, à ce que les travailleurs décident en assemblée générale.

4. Dans ces mobilisations, nous mettons au centre, l'unité des travailleurs, celle de leurs organisations syndicales et l'impulsion de structures d'auto-organisation. C'est dans ce cadre que nous impulsions réunions et assemblées générales, que nous favorisons l'élection de délégués et de comités de grève. Dans les cas où les travailleurs élisent des comités de grève, nous proposons la participation des organisations syndicales à ces structures. AG et comité de grève constituent des instruments clés pour imposer l'unité des travailleurs et de leurs organisations et accroître la mobilisation sociale.

5. Dans ces conditions, et en rapport avec la campagne législative, l'intervention sur le terrain social, constitue une priorité pour l'organisation et la priorité pour tous les militants sur les entreprises.

Nos tâches s'articulent donc autour des axes et propositions suivants :

- réunion d'information, assemblées générales sur les questions salariales;
- popularisation; solidarité autour de la SNECMA et Michelin;
- débrayages et grèves lorsque les conditions sont réunies;
- bataille pour la coordination des luttes au niveau des secteurs, trust ou branches : contacts, délégations, réunions, visites d'entreprises;
- extension des grèves articulant délégations de travailleurs pour populariser les luttes existantes et bataille vis-à-vis des organisations syndicales pour qu'elles soutiennent et impulsent l'action.

C'est le sens en particulier de la proposition des travailleurs de la SNECMA, s'adressant aux organisations syndicales, pour qu'elles organi-

sent dans l'unité, une journée d'action de grève et de manifestation sur les salaires.

6. Toutes ces propositions présentées sous des formes particulières, s'intègrent dans une propagande de la LCR pour lier luttes partielles et perspective d'un mouvement d'ensemble sur les salaires. Ceci s'articule avec notre bataille sociale autour de 6000 Francs (SMIC) du revenu minimum, de la réduction du temps de travail sans perte de salaire et de défense de la protection sociale face au gouvernement Rocard.

7. Les grèves de la SNECMA entrent dans leur 9^e semaine. Si la coordination des comités de grève appelle à une manifestation de tous les SNECMA et de tous les travailleurs en lutte, nous y répondons positivement et nous mobilisons autour de nous tant sur le plan syndical que politique. Nous prenons appui sur l'appel des SNECMA aux organisations syndicales. Nous préparons ainsi dans ces cas les conditions pour la participation des délégations massives à cette manifestation.

8. C'est dans ce cadre que la journée du 26 mai, journée d'action et de grève inter-professionnelle appelée par la CGT, prend un relief particulier. Dans la situation sociale actuelle, le 26 mai constitue le moyen pour la direction de la CGT de canaliser le mécontentement actuel mais cette initiative peut être aussi une échéance pour la mobilisation des travailleurs.

Si le 26 mai devient cette échéance, nous proposerons que cette journée s'organise dans l'unité et qu'elle se prépare dans des réunions et assemblées générales de travailleurs.

Tout en participant à cette initiative, nous soulignerons les limites de cette journée d'action et y développerons la nécessité d'un mouvement d'ensemble.

Devant la porte de l'usine
le travailleur soudain s'arrête
le beau temps l'a tiré par la
veste
et comme il se retourne
et regarde le soleil
tout rouge tout rond
souriant dans son ciel de plomb
il cligne de l'oeil
familièrement
Dis donc camarade Soleil
tu ne trouves pas
que c'est plutôt con
de donner une journée pareille
à un patron ?

Jacques Prévert

